

Laos 1959-1961 -
correspondence, official
documents, press clippings,
chrono...

HS L 179:88



National Library
of Sweden

Dag Hammarskjöld's saml.

Laos - 1960

11 - 30 Nov.

Zellweger, Edouard (Special Consultant
to the Sec. Gen., Laos)

- 4 letters to D.H.
- 1 encl.



BOITE POSTALE 345
VIENTIANE, LAOS

le 11 novembre 1960

Cher Monsieur Hammarskjöld,

1. Dans une conversation que je viens d'avoir avec lui, l'ambassadeur de France a appliqué à la situation au Laos la formule "immobilisme dans la confusion". Elle contient, sans doute, une grande part de vérité. Néanmoins, il faut reconnaître que Souvanna Phouma et ses ministres fournissent un effort constant pour consolider la position du gouvernement légal dans la partie septentrionale du pays (provinces de Luang-Prabang, Sayaboury, Namtha, Phongsaly, Samneua). Le 7 novembre, Quinim Pholsena, ministre de l'Information, accompagné du nombre nécessaire de fonctionnaires, s'est rendu à Samneua pour faire remettre au gouvernement, par les représentants du NLHX, l'administration de la province de Samneua. Des unités combattantes du NLHX en avaient chassé les troupes et les chefs administratifs, qui s'étaient ralliés à Phoumi. Après son arrivée à Samneua, s'adressant à "Messieurs les Membres du Comité Directeur du Néo Lao Hak Xat" et à ses "chers compatriotes", Quinim a dit entre autres:

"Permettez moi de vous apporter les sentiments de profond attachement de S.A. le Premier Ministre, Président du Conseil du Gouvernement Royal, au nom duquel et en mon nom personnel je vous adresse toute notre gratitude pour les grands sacrifices consentis par la population et les Unités Combattantes du Néo Lao Hakxat pour reprendre la Province de HOUAPHAN au Comité Révolutionnaire afin de la remettre au Gouvernement légal."

Ce passage est assez significatif pour la collaboration, qui commence à s'esquisser entre le gouvernement et le NLHX, pour combattre le Comité Révolutionnaire de Savannakhet. Pour le moment, cela n'empêche pas le régime légal de continuer à rechercher une solution pacifique au conflit avec le régime sudiste. Le 7 novembre, dans une séance à huis clos, l'Assemblée Nationale, après un long débat, a décidé d'envoyer une délégation à Savannakhet.

Le 10 novembre, Souvanna Phouma est parti pour Phongsaly pour prendre contact avec l'administration et la population. Le voyage semble indiquer que le calme y est revenu. Dans cette province, les unités de l'armée gouvernementale avaient entrepris récemment une action militaire contre des unités combattantes du NLHX, qui, à ce que l'on dit, n'avaient pas observé l'armistice intervenu entre le gouvernement et le NLHX. Cette action militaire aurait réjoui le coeur du Roi, comme l'a constaté l'ambassadeur USA à l'occasion de la dernière visite rendue au Souverain.

Mr. Dag Hammarskjöld
Secrétaire Général
Organisation des Nations Unies
New York, N.Y.

.../2

2. Avec l'ambassadeur de France, j'ai aussi discuté de la situation du Sud. Il a confirmé ce que je vous ai rapporté dans ma lettre du 4 novembre au sujet de l'approvisionnement du Comité Révolutionnaire en munitions, armes, essence, etc., par la Thaïlande et, peut-être, par la Chine nationaliste. Cependant, il ne croit pas que ces fournitures conduisent à un renforcement sérieux du régime sudiste, parce que il répugne aux soldats de Phoumi de se battre. Alors, à quoi bon fournir à cette armée armes et munitions ? Le danger principal entrevu par l'ambassadeur de France est celui-ci: à la longue, les Sudistes s'habitueront à vivre séparés du reste du Royaume et cette habitude pourrait bien mener à la sécession définitive, d'autant plus que le gouvernement thai est spécialement intéressé à préserver le Sud lao du communisme. Thanat Khoman, parlant à l' "Association Américaine de Thaïlande", n'a-t-il pas déclaré le 9 novembre:

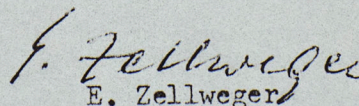
"Les pays étrangers sont enclins à considérer le Laos comme un pays de peu de conséquence, alors qu'en fait le Laos méridional représente une grande importance stratégique comme tremplin pour les communistes de l'Asie du Sud-Est".

Par ailleurs, fidèle à la tendance anti-lao de la propagande gouvernementale de la Thaïlande, Thanat Khoman a dit dans le même discours - contrairement à la vérité : "Il y a au moins 2000 soldats du Pathet Lao à Vientiane qui coopèrent avec le régime de Vientiane".

3. Dans ma lettre du 21 octobre 1960 (page 4 in fine) j'ai brièvement mentionné que Souvanna Phouma m'avait demandé, s'il n'était pas possible de renforcer notre mission par des observateurs militaires, qui pourraient surveiller des régions frontalières où une menace d'agression se dessinerait. J'ai ajouté que je n'avais pas manqué d'attirer l'attention du Premier Ministre sur les difficultés s'opposant à son idée. Peu de temps après m'avoir prié de vous soumettre sa suggestion, Souvanna Phouma en avait parlé à l'ambassadeur USA qui, par la suite, était venu me voir pour me demander si, en vérité, le Premier Ministre avait formulé cette requête et quelle suite j'y avais donnée. Cette semaine, l'ambassadeur américain est revenu me trouver pour s'enquérir de votre réponse. Je lui ai dit que je n'en avais pas reçue et que j'en attendais une seulement au cas, où vous ne partageriez pas mon opinion quant aux obstacles dont j'avais parlé à Souvanna Phouma. Inutile de dire, que l'ambassadeur ne s'est à aucun moment enthousiasmé pour l'idée de Souvanna Phouma. Et il n'est pas difficile d'imaginer pourquoi. La présence d'observateurs militaires au Laos méridional par exemple gênerait la coopération entre le Comité Révolutionnaire et ses amis à l'étranger; les constatations éventuelles des observateurs sur l'aide fournie à Phoumi de l'extérieur pourrait exposer d'autres gouvernements à la critique.

J'ai cru opportun de vous informer de cette attitude des Etats-Unis. Ils s'accrochent de la forme présente de notre présence, mais ils ne voudraient pas que cette présence soit renforcée.

Veillez me croire, cher Monsieur Hammarskjöld, votre sincèrement dévoué,


E. Zellweger



BOITE POSTALE 345.

VIENTIANE, LAOS

le 18 novembre 1960

Cher Monsieur Hammarskjöld,

1. Je me réfère à mon télégramme du 12 novembre concernant la défection de la garnison de Luang-Prabang. Le gouvernement la qualifie euphémiquement de "dissidence" et a tendance à la minimiser, quoiqu'elle renforce notablement le prestige et la position du Comité Révolutionnaire de Savannakhet et du général Phoumi. La défection s'est produite quand le Prince Souvanna Phouma, accompagné du général Ouane, commandant en chef de l'Armée, et du colonel Houmphan, commandant de la région militaire de Luang-Prabang, étaient en train de faire le tour des quelques provinces septentrionales. Le premier ministre a interrompu immédiatement son voyage. A son retour à Vientiane, le 11 novembre, il déclarait avoir laissé des instructions au général Ouane et au colonel Houmphan "de prendre toutes dispositions pour ramener le calme dans le pays".

Dans les milieux diplomatiques et politiques de Vientiane on avait interprété cette déclaration comme signifiant que Ouane et Houmphan avaient reçu l'ordre de reprendre Luang-Prabang par la force. Les ambassadeurs des pays soutenant le gouvernement Souvanna Phouma et sa politique de neutralité (France, Grande Bretagne, Inde) estimaient unanimement que la restauration du status quo ante à Luang-Prabang, au besoin par une action militaire, s'imposait dans le plus bref délai possible, si le gouvernement voulait obvier à une perte fatale d'autorité. Cependant, par la suite, Souvanna Phouma semblait hésiter, ne vouloir plus envisager une action militaire. Le 15 novembre, un porte-parole du gouvernement déclarait:

"Le Prince Souvanna Phouma ne veut pas faire couler le sang et c'est là la seule raison qui le retienne de donner les ordres pour que la Capitale Royale soit reprise. Dans la période difficile que nous traversons, les victoires guerrières sont peu de chose en comparaison des victoires morales et celles-ci nous les avons gagnées. S'il faut faire usage des armes nous y viendrons mais nous n'utiliserons ce moyen qu'en dernier ressort après avoir usé de tous les moyens pacifiques dont nous disposons. Nous, nous voulons la Paix et la tranquillité. Les soi-disant succès du Général PHOUMI ne changeront pas la ligne politique du Gouvernement car cette ligne politique est l'expression de la volonté commune et personne ne pourra aller contre."

M. Dag Hammarskjöld
Secrétaire Général
Organisation des Nations Unies
New York, N.Y.

.../2

Cette attitude causait une sérieuse déception non seulement aux représentants des puissances favorables au gouvernement Souvanna Phouma, mais à bien des personnalités politiques et hauts fonctionnaires de Vientiane. L'ambassadeur USA, par contre, intervenait auprès de Souvanna Phouma le 16 novembre pour lui demander avec insistance de renoncer à toute action militaire visant à la reprise de Luang-Prabang. Toutefois, cette intervention semble avoir produit un effet contraire: Hier soir - 17 novembre - Souvanna Phouma me disait que l'action destinée à la reprise de Luang-Prabang était engagée. La décision prise par Souvanna Phouma est d'autant plus remarquable, que le colonel Houmphan est tombé sérieusement malade et a dû être hospitalisé, tandis que le général Ouane semble avoir défecté et rejoint le camp de Phoumi.

Les Américains ont dévoilé une fois de plus le but de leur politique, qui est de travailler au renforcement du camp de Phoumi et à l'affaiblissement du gouvernement légal. Une démarche encore plus révélatrice que leur intervention contre la reprise de Luang-Prabang par le gouvernement légal était celle, qu'ils ont faite immédiatement après la rébellion de la garnison de Luang-Prabang. Le 12 novembre, au cours d'un conseil de cabinet, le gouvernement avait "examiné les conséquences pouvant résulter de la rébellion du 3^{ème} EIL à Luang-Prabang" et décidé "de faire connaître, d'ores et déjà, à la population et au monde entier qu'il ne peut envisager d'accepter aucune décision que Sa Majesté pourrait être obligée à prendre, sous la pression des armes". Le conseiller de l'ambassade USA a dû faire connaître au gouvernement que cette attitude à l'égard d'une décision éventuelle du Roi était très critiquable et que les Etats-Unis ne sauraient l'approuver.

2. Les hésitations de Souvanna Phouma quant à l'emploi de moyens de contrainte pour faire respecter l'autorité de son gouvernement; les efforts constants des Etats Unis, mais surtout de la Thaïlande, de renforcer le Comité Révolutionnaire de Savannakhet; le travail inlassable de la Thaïlande au sein de la SEATO visant à convaincre ses alliés que la politique de Souvanna Phouma livrera le Laos au camp communiste - tout cela peut déclencher de nouveaux développements, qui pourraient avoir des répercussions sur la présence des Nations Unies au Laos, ou, plus exactement, *sur* la forme de cette présence. Peut-être faudrait-il examiner dès à présent, quelle attitude il conviendra de prendre, si - à la suite d'une démission ou d'un renversement du gouvernement actuel - certaines éventualités se réalisaient. Le climat favorable à l'établissement et au maintien d'une mission des Nations Unies comme celle au Laos est certainement la neutralité de l'état de réception. Si l'état de réception fait partie d'un des blocs se confrontant dans la guerre froide, la présence d'une mission des Nations Unies, censée d'augmenter la sécurité extérieure de cet état, prouverait en faveur du bloc respectif, ce qui serait peu compatible avec le principe d'impartialité, qui doit guider l'activité du Secrétariat des Nations Unies.

Une crise, qui mènerait à la démission du Gouvernement Souvanna Phouma, pourrait trouver différentes solutions, dont :

- a) un gouvernement de coalition avec ou - plus probablement - sans participation du NLHX. Il faudra voir un tel gouvernement à l'oeuvre pour connaître sa politique;
- b) un gouvernement dominé par Phoumi dont la politique serait probablement d'inspiration entièrement américaine, faisant des Etats-Unis pratiquement le suzerain du Laos. Dans une telle hypothèse, la présence des Nations Unies profiterait à la politique anti-communiste américaine.
- c) un gouvernement qui ne contrôlerait pas Vientiane, parce que la capitale - au cours de la crise - aurait été occupée par des unités du NLHX, peut-être en collaboration avec des unités prenant leurs ordres du capitaine Kongle. Dans cette hypothèse, il y aurait à Vientiane un gouvernement de fait avec lequel les missions diplomatiques et consulaires ne pourraient pas entretenir des relations officielles.

3. Le problème, qui nous donne matière à préoccupation, est comment concilier une présence des Nations Unies ne se bornant pas à une simple assistance technique avec la présence des Etats-Unis qui se traduit par une intervention des plus crues dans les affaires du Laos. Le problème acquiert une acuité particulière, quand un gouvernement dont la composition correspond aux désirs des Etats-Unis pratique une politique essentiellement inspirée par ceux-ci. J'analyserai dans un prochain rapport les moyens et méthodes de l'emprise profonde des Etats-Unis sur la politique et le sort même du Laos. La Revue de Paris du mois d'août 1960 a publié un article intitulé "Laos, carrefour à prendre", écrit par un certain Guy Ferréol, auteur extrêmement bien informé. (Il est très vraisemblable que sous ce pseudonyme se cache le Chef de la MAET, Raymond Gauthereau). Peut-être sacrifie-t-il un peu trop au goût de la caricature; mais cette prédilection le met à même de jeter une lumière crue sur certaines vérités. D'après lui, "depuis longtemps en somme - et cela n'a peut-être pas tellement changé - le problème de base pour le pays était le choix d'un suzerain". D'une lettre du 2 octobre 1945, adressée par le ministre des Finances du Gouvernement lao d'alors au vice-roi Tiao Phetsarath, il cite le passage suivant:

"Nous sommes un peuple mineur comprenant seulement quelques enfants instruits, un pays sans grandes ressources, ne pouvant vivre qu'aux crochets d'autres pays. Il nous reste à choisir la tutelle étrangère.

Entre les grandes puissances, notre intérêt nous commande de choisir la France: elle a l'expérience de ce que nous sommes. Nous conserverons nos acquisitions morales et intellectuelles, tandis qu'avec une autre puissance, il nous faudrait retourner à l'école, apprendre une nouvelle langue".

Ferréol rappelle comment la France a perdu sa suzeraineté à la suite de la bataille de Dien Bien Phu:

"Derrière l'indépendance et une unité encore théorique, la guerre perdue créait le vide. Et de cela, nous sommes responsables, nous ne devons pas l'oublier, quelle que soit l'irritation qui peut nous venir parfois devant certaines paroles ou agissements de quelques responsables Lao - ou devant leur inertie. Le fait est là, le suzerain avait failli, il faisait défaut - il en fallait un autre. Alors seulement vint l'Amérique."

Veillez-me croire, cher Monsieur Hammarskjöld, votre
sincèrement dévoué,

E. Zellweger
E. Zellweger

e
- XI - 60

E.



BOITE POSTALE 345
VIENTIANE, LAOS

le 25 novembre 1960

Cher Monsieur Hammarskjöld,

1. Donnant suite à des suggestions émises par les deux délégations chargées des négociations entre le gouvernement et le parti NLHX, le Conseil des Ministres a pris, le 16 novembre 1960, les décisions suivantes:

- a - Des missions d'amitié devront être envoyées en Chine Populaire et en R.D.V.N;
- b - Reprises des relations postales avec la R.D.V.N;
- c - Rétablissement des rapports de bon voisinage avec la Chine Populaire.

Se référant à ces décisions, le Premier Ministre de la RDVN, Pham Van Dong, dans une interview accordée à l'Agence Vietnamienne d'Information, a "salué chaleureusement les mesures positives prises par le Gouvernement Royal du Laos, car elles répondent pleinement aux intérêts et aspirations des deux peuples et servent la paix en Indochine et dans le Sud-Est Asiatique".

2. Les 18 et 19 novembre, le Prince Souvanna Phouma a eu des entretiens prolongés avec le Prince Souphanouvong à Samneua. Ils se sont mis d'accord sur une déclaration commune qui, après approbation par le Conseil des Ministres, a été publiée le 23 novembre. Les points essentiels, objets de l'accord intervenu entre les deux princes, sont les suivants:

- a - Réaffirmation d'une politique de stricte neutralité, "car le monde est actuellement divisé en deux blocs: le bloc communiste et le bloc occidental. Le Laos ne doit pencher ni vers l'un ni vers l'autre des deux blocs, il doit se tenir fermement entre les deux."
- b - En vue d'accélérer la solution des problèmes économiques et financiers et de "trouver des solutions adéquates pour élaborer une économie nationale", il est "indispensable de recevoir une aide extérieure, et d'établir des relations diplomatiques avec tous les pays qui voudraient sincèrement aider le Laos sans conditions. Ainsi en dehors de l'Aide Française, Anglaise et Américaine, il peut être maintenant demandé une aide aux pays neutres et aux nations du bloc socialiste, d'établir des relations économiques, culturelles avec tous les pays sans égard à leur régime politique, à commencer dans un proche avenir avec la Chine Populaire et la RDVN".

Mr. Dag Hammarskjöld
Secrétaire Général
Organisation des Nations Unies
New York, N.Y.

- c - La condition primordiale d'une politique de stricte neutralité est l'entente entre Lao. "Le parti NLHX tient à déclarer encore une fois qu'il appuie ce gouvernement, qui est légal, de toutes ses forces afin que le Laos devienne vraiment un pays neutre. Les unités combattantes de l'ancien parti Pathet lao suivront également la politique du gouvernement légal afin de combattre les rebelles Phoumi Nosavan et Boun Oum, défendre le Pays, la Religion, la Monarchie et la Constitution".
- d - Formation d'un gouvernement d'union nationale avec la participation de tous les éléments du pays, de tous les partis politiques y compris le NLHX. "En ce qui concerne ce que nous appelons les rebelles, en dehors de Phoumi Nosavan et de Boun Oum, s'ils respectent le gouvernement légal et s'ils acceptent le principe de neutralité, il auront également la place qui leur convient au sein du gouvernement."

3. La déclaration commune des deux princes appellent les remarques suivantes:

ad a.) Les relations "à commencer dans un proche avenir" avec la Chine Populaire et la RDVN seront des relations économiques et culturelles, mais non des relations diplomatiques, quoiqu'un des accords de Vientiane - l'accord du Comité Politique Mixte sur les modalités d'exécution de la politique de paix et de neutralité du 2 novembre 1956 - ait prévu l'établissement immédiat de relations diplomatiques avec les deux voisins communistes du Laos. D'après ce que m'a dit Quinim Pholsena, la délégation du NLHX a accepté de renvoyer l'établissement de ces relations diplomatiques à une date ultérieure qui reste à déterminer. Au cours de la discussion, qui a suivi son discours d'investiture, Souvanna Phouma avait posé le principe que des relations diplomatiques ne pourraient être nouées qu'avec des Etats membres des Nations Unies.

ad c) La formation d'un gouvernement d'union nationale tel qu'il est défini dans la déclaration commune rencontre l'approbation des gouvernements de France, de Grande Bretagne, de l'Inde et de l'Australie. Cette approbation s'étend à la clause excluant le prince Boun Oum et le général Phoumi d'un gouvernement d'union nationale. Le respect de cette clause est, pense-t-on en général, une condition sine qua non pour la constitution d'un gouvernement, dans lequel les trois "parties belligérantes" seraient représentées. Il y a cependant certaines personnalités lao qui ont des doutes à ce sujet. Ainsi l'ancien premier ministre Tiao Somsanith me disait hier qu'il ne croyait pas que cette condition serait défendue à outrance. Ngon Sananikone, député et ancien ministre de la Justice, partageait cette opinion.

^{LSA}
Le gouvernement est opposé à la formation d'un gouvernement qui comprendrait des représentants du NLHX. Il est également opposé à l'exclusion du général Phoumi, à moins qu'on l'appelle à occuper un poste dirigeant dans l'Armée (Commandant en chef ou chef d'état major).

L'Assemblée Nationale et le Gouvernement ont adressé une lettre au Président du Conseil du Roi, actuellement à Luang-Prabang, le priant de porter à la connaissance du Souverain la déclaration commune des deux princes, "dont la concrétisation pourrait, grâce au patriotisme de tous, apporter une heureuse solution à la crise actuelle", dit un communiqué de presse de la Présidence du Conseil. La lettre suggère aussi qu'une conférence des chefs politiques et militaires de Vientiane et Savannakhet soit convoquée à Luang-Prabang. Au cours d'une conférence de presse, Souvanna Phouma a déclaré que cela lui semblait actuellement le seul moyen de parvenir à la réconciliation nationale.

4. L'émissaire chargé de délivrer la lettre est revenu aujourd'hui à Vientiane. Il n'a pas apporté une réponse directe du Roi. Cependant, selon Souvanna Phouma, le Roi a fait savoir par un intermédiaire et oralement:

- a - qu'il regrettait de ne pas pouvoir aider;
- b - qu'il regrettait que le gouvernement ait fait avancer des troupes en direction de Luang-Prabang afin de reprendre la ville;
- c - qu'il regrettait qu'on ait l'intention d'exclure le Prince Boun Oum et le général Phoumi du gouvernement d'union nationale envisagée dans la déclaration commune des deux princes.

Ce n'est donc pas de la part du Roi qu'on pourra s'attendre à une initiative destinée à faciliter un rapprochement ou tout au moins, une négociation entre le gouvernement et le Comité Révolutionnaire de Savannakhet. A cet égard, d'ailleurs, Souvanna Phouma ne se faisait pas de grandes illusions. C'est pourquoi il a envisagé d'autres moyens de contacter le Comité Révolutionnaire avant même de recevoir la réponse du Roi. Ainsi, demain, Tiao Somsanith se rendra à Savannakhet pour explorer les réactions du Comité Révolutionnaire à la déclaration commune des deux princes.

5. Une aide russe, probablement d'envergure, va être accordée au Laos pour parer à la pénurie actuelle, due au blocus de la province de Vientiane, en carburants et lubrifiants, en lait, sucre et farine. L'ambassadeur de URSS au Laos, résidant à Phnom Penh, est arrivé le 23 novembre pour faire part à Souvanna Phouma de la réponse favorable du gouvernement de L'URSS à la demande d'aide exprimée récemment par le gouvernement lao relative à la livraison de carburants et lubrifiants. L'ambassadeur russe a précisé que ces produits arriveront dans quelques jours à Vientiane. Souvanna Phouma a formulé une nouvelle demande d'aide se rapportant à l'approvisionnement en lait, farine et sucre. L'ambassadeur de l'URSS

a répondu "qu'il serait très heureux de transmettre les vœux du Premier Ministre à son gouvernement qui ne manquera certainement pas d'étudier favorablement la question" (Communiqué de la Présidence du Conseil du 25 novembre 1960).

On suppose dans les milieux gouvernementaux que les marchandises faisant l'objet de l'aide russe seront transportées par avion de Haiphong ou Hanoi à Vientiane. Nous voilà confrontés avec la perspective d'un pont aérien Haiphong/Hanoi - Vientiane dont le but est de neutraliser les effets de plus en plus sensibles du blocus mis en oeuvre par la Thaïlande en vue d'affaiblir le gouvernement légal du Laos. C'est paradoxalement la Thaïlande, vouée corps et âme à la lutte contre l'expansion du communisme dans l'Asie du Sud-Est, ne reculant pas, à l'égard du Laos, devant des actes incompatibles avec le droit international en général et la Charte des Nations Unies en particulier, qui procure à l'Union Soviétique l'occasion d'une entrée en scène probablement sensationnelle dans le domaine de l'aide bilatérale au Laos. Le profit qu'elle en saura tirer ne sera certainement pas négligeable.

L'entrée en scène, que les Russes sont en train de se ménager au Laos, ne va pas sans causer de l'ennui aux ambassadeurs occidentaux favorables à Souvanna Phouma et sa politique de neutralité. L'ambassadeur de France m'a fait part de ses soucis à ce sujet. Une des conséquences de l'aide d'urgence, que l'Union Soviétique va accorder au Laos, est l'établissement d'une mission diplomatique de l'URSS à Vientiane (un chargé d'affaires avec du personnel auxiliaire). Auparavant il était entendu que l'URSS n'aurait pas de représentant permanent sur place, au moins pour quelque temps à venir; pendant cette période de répit le gouvernement du Laos voulait mettre sur pied une police politique capable de contrôler des activités subversives éventuelles de la mission soviétique. Maintenant il est à prévoir que l'influence soviétique sur la politique lao se fera sentir sans délai, ce qui ne facilitera guère les efforts déployés par d'autres missions en vue d'aider les Lao à parvenir à une entente entre eux. Aussi, l'ambassadeur de France a-t-il exprimé l'avis que le dernier moment favorable pour mettre fin aux divisions intérieures était venu. Cependant, il devait constater avec regret que, vu les dissensions existant dans le camp occidental quant à la politique à suivre au Laos, il était impossible de former un groupe de puissances qui serait assez fort pour exercer une influence décisive.

Veillez me croire, cher Monsieur Hammarskjöld, votre sincèrement dévoué,

E. Zellweger
E. Zellweger

e le 28. xi. 60

E,



BOITE POSTALE 345
VIENTIANE, LAOS

Confidential

30 November 1960

NOTES ON CONVERSATION WITH THE BRITISH MILITARY ATTACHE

1) Estimated strength and disposition of RLG, Revolutionary Committee, and Pathet Lao forces

Vientiane troops under Kongle are estimated at some 4,000 men. These were considered the only definitely available men since Samneua was controlled by the Pathet Lao and the Phongsaly units too far away and too uncertain to be counted upon.

General Phoumi was estimated to have 4 to 5,000 men at Savannakhet, a battalion of 500 at Paksé and some 3,000 readying for action between Thakkek and Nam Cadinh river. Volunteer battalions in areas under Phoumi's control had been left in their respective provinces in accordance with their standard terms of reference. Some self-defense units had however been conscripted for full time use.

Phoumi is believed to have withdrawn to the above-areas most of his scattered units which had been located in the countryside to counter Pathet Lao activities.

Since the 9 August coup the Pathet Lao were estimated to have added some 2000 odd men to the 3,000 to 3,500 total roughly figured as their previous strength. All these are formed in ^{in addition} battalion or company units. On 9 August the Pathet Lao were estimated to have 6,000 armed or semi-armed men at their command. These are now believed to have been armed. The units are scattered all over the country and the Attaché gave no figures on any massing at such critical areas as Paksane, Luang-Prabang and Xieng Khoueng.

These Pathet Lao figures may be compared with those mentioned by Ambassador Smith (See 13 May letter to Secretary-General). His intelligence estimates indicated 8,500 Pathet Lao, 1/3 armed, and 20,000 active sympathizers.

2) Capabilities and Intentions

Neither the RLG nor Savannakhet forces wished to fight in the opinion of the Military Attaché. Phoumi could only hold out to his troops a future of continuing to fight against the Pathet Lao, fighting in which they never registered any real success.

The Attaché stated that recent November contacts near Pakadinh (23 and 26 November) had only confirmed the evident lack of morale at the late September Paksan ("battle". Fire had been exchanged from a distance and the Phoumi forces had taken flight before any close contact had occurred, abandoning in one case 3,000 mortar shells, and on another ^{105 mm} gun. The Attaché estimated that Phoumi was probably not getting accurate reports on clashes which were built up by the officers involved to justify the results.

General Phoumi was however busily training his troops and readying them as if intending to use them against the RLG and Pathet Lao.

The Vientiane troops had since 22 November been under the direct command of Captain Kongle as Vientiane garrison commander. Colonel Khouprasith Abhay had at that time been named Fifth Regional Commander and deputy to General Sounthone, commander in chief, in title only. In this post the Attaché said that he lacked the operational command, probably the result of his recent trimming tendencies.

interest

The Vientiane troops, especially Kongle's own battalion and perhaps the improvised additional paratroop battalion had fairly good morale based upon real sympathy with the aims of the coup as initially stated by Captain Kongle and affirmed by the government of Souvanna Phouma. While given, like Phoumi's troops, to a preference ~~for~~ exchanging shots at long range and not ~~fighting~~ Lao, he thought they might be used with effect to move towards Phoumi units, to demoralize them and win relatively bloodless victories. He estimated that Souvanna Phouma did not really intend any combat in the western sense but would try to subvert Phoumi troops by ~~using~~ attacks combined with forces of the Pathet Lao.

The Pathet Lao soldiers had probably the best morale of all but had not proved themselves capable of more than hit-and-run tactics. Although present in the Paksane area and to a certain extent in and near Vientiane, they had not in his opinion actively cooperated in any military action. There was a political reason for this tactic on their part. There was also the fact that Souvanna Phouma and Konglé had not yet wanted to accept such cooperation which could provide such damaging propaganda against them. The Military Attaché said that he was advising Kongle on frequent occasions not to let the Pathet Lao join with his forces. The Government's independence and his own position would be undermined. Quite apart from the actual military capacity of the Pathet he noted the obvious fact that propaganda cadres were active everywhere in the country.

3) Pay and Supplies for the RLG and General Phoumi

The whole army had been paid for August prior to the 31 August establishment of the present legal government. The US had made available September pay for the whole army at the time of the mid-October renewal of American aid. The Attaché was convinced however that the troops at Savannakhet had been paid somehow prior to the official renewal. The RLG troops had not been paid for October nor for November. The explanation for non-payment in October was that Phoumi had refused to send paymasters to Vientiane. In the absence of satisfactory arrangements to pay the whole army the US had withheld payment to the RLG. The Attaché suspected that Savannakhet troops had received pay (Some confirming data is available to support the Attaché's statement)

.../2

By agreement between Ambassador Brown and Souvanna Phouma at the time of the renewal of military aid, the US had continued to supply both sides with the bulk going direct from Bangkok to Savannakhet by CAT planes. By agreement also it was understood that Xieng Khoueng would be supplied by local planes from Savannakhet to that town.

The Attaché accepted as possible that following the 10 November coup at Luang Prabang the Americans had ceased supplying Luang Prabang at Souvanna Phouma's request. He had not heard that Ambassador Brown had as a result of talk with Souvanna Phouma agreed to cut off further supplies to Savannakhet.

Souvanna Phouma, the Military Attaché theorized, had accepted renewal of aid on American terms because there was then no assurance of USSR aid. He wished American aid to be continued in the long term, and he then estimated that the trend, after the Paksane fight, would enable him to win out over Phoumi inspite of any aid given the latter.

The Attaché suggested that along with POL and other staples that the USSR might probably supply such military requirements to the Vientiane troops as were most in need, such as parachutes.

4) Political comments

The Attaché admitted his belief that the US, unable to agree on a policy, was following two courses of action - PEO/CIA aid to Phoumi forces while Ambassador Brown was pursuing State Department policy in Vientiane. He thought that in the circumstances Souvanna Phouma had shown remarkable restraint in not being more critical of American behaviour detrimental to his legal government.

The continued stalemate could bring further weakening of Souvanna Phouma's position though he was inclined to be optimistic over the possibility of Souvanna Phouma with unofficial Pathet Lao assistance subverting Phoumi forces and coming out on top.

The Attaché emphasized the great embarrassment of the United Kingdom in the present situation. What was it to say to Ceylon and Ghana, etc. should it be charged with standing by while the US actively prevented the legal government adopting a truly neutral policy ?



Vientiane, le 26 Novembre 1960

Le Ministre DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU GOUVERNEMENT ROYAL DU LAOS

à
SON EXCELLENCE ZELLWEGER REPRESENTANT
SPECIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DES NATIONS UNIES

à VIENTIANE -

Excellence,

J'ai l'honneur de porter à votre haute connaissance que le Gouvernement Royal, comme Votre Excellence le sait très bien d'ailleurs, est aux prises depuis plus de trois mois avec de graves problèmes de ravitaillement de la ville de Vientiane par suite de l'embargo décidé par le Gouvernement de la Thaïlande à l'encontre des marchandises transitant à travers le pays voisin à destination de Vientiane. Cet embargo est mis non seulement sur des marchandises mais également sur des colis postaux.

Le Gouvernement Royal, voulant éviter toutes polémiques stériles, s'est jusqu'à ce jour

..... // 2..

abstenu de dénoncer cet agissement, mais les multiples démarches qu'il a intentées jusqu'à présent auprès du Gouvernement de Bangkok, sont restées infructueuses.

Je ne permets ainsi d'attirer tout particulièrement votre attention sur le fait que cette attitude de la Thaïlande est très préjudiciable aux rapports de bon voisinage, d'autant plus que, tout en bloquant le trafic vers Vientiane, la Thaïlande laisse passer celui destiné à toutes les régions du Laos relevant des rebelles. Cette mesure discriminatoire constitue, à mon avis, une ingérence à peine indirecte dans les affaires intérieures lao.

Je vous serais très reconnaissant d'en informer Monsieur Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous prie de croire, Excellence, à l'assurance de ma très haute considération.

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ETRANGERES,

Khanking SOUVANLASY